

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21644 - 80ÈME ANNÉE

## LES OUTREMERS DEVRONT METTRE LA MAIN À LA POCHE BAISSE PRÉVUE DE 4% DU BUDGET DE L'OUTREMER POUR 2025



**Alors que le ministre démissionnaire, Bruno Le Maire, pointe du doigt les dépenses des collectivités et leurs contributions aux économies à venir, le budget des outremer va se réduire 4% en 2025, selon RCI.**

Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, avait annoncé en février 2024 la suppression de 10 milliards d'euros dans le budget de l'État pour l'année 2024, à cause de la baisse de prévision de croissance pour la France, de 1,4 à 1%. Cela représente pour l'Outre-mer, une diminution de près de 83 milliards sur toute l'année 2024.

Ainsi, les aides à la compétitivité des entreprises a diminuée de 3,9 millions, tandis que la partie la plus importante condition de vie Outre-mer qui finance le logement social et la continuité territoriale, ce sont 74,8 millions d'euros en moins pour l'année 2024.

Les finances des collectivités locales en Outre-mer se présentent, car "la lettre de cadrage fait état d'une baisse de 4% des

*crédits. Nos territoires ultramarins sont aujourd'hui dans une situation de vive tension", a déclaré le rapporteur du Budget Outre-mer, le député de Guadeloupe, Christian Baptiste.*

Lors de l'audition des ministres de l'Économie et des Comptes publics par la commission des finances de l'Assemblée nationale, le député socialiste a assuré qu'une nouvelle baisse des crédits apporteront "de grands risques. Des mobilisations contre la vie chère sont en cours et si le gouvernement ne prend pas à bras-le-corps ce sujet, les tensions sociales seront exacerbées", selon lui.

Lors de cette audition, le ministre des Comptes publics, Thomas Cazenave, a botté en touche : "je considère que les lettres-plafond envoyées par Gabriel Attal sont entre les mains du Premier ministre Barnier qui peut choisir de les garder, des les modifier...".

Ce dernier a attesté ne pas voir comment "on pourrait faire des économies si on prend en compte des spécificités géographiques ou des appétences sectorielles".

Des spécificités géographiques misent en avant par l'ensemble de la classe politique qui atteste que les politiques dans l'Outre-mer doivent être adaptées aux difficultés économiques, sociales, et environnementales.

## EN FRANCE, LE NOMBRE DE MÉNAGES EN ATTENTE DE LOGEMENTS SOCIAUX ATTEINT UN RECORD



"C'est une demande qui augmente partout", a expliqué Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH). A La Réunion, le nombre de demandes de logements sociaux atteint 44 584, soit l'augmentation la plus forte de France.

Le nombre de ménages en attente d'un logement social atteint 2,7 millions en 2024, soit une augmentation de 100.000 demandeurs par rapport à 2023, a annoncé Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH).

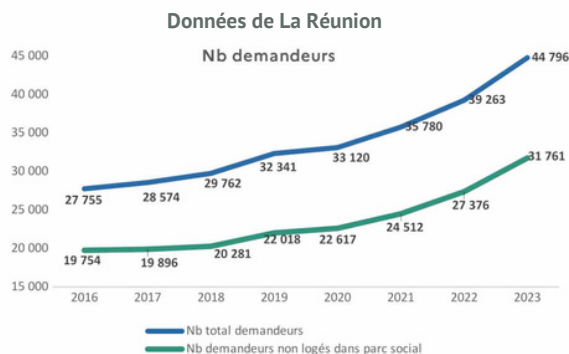
"C'est une demande qui augmente partout. C'est le même phénomène que les années précédentes dans toutes les régions et qui montre combien la question de l'accès à un logement abordable demeure très importante", a indiqué cette dernière lors d'une conférence de presse.

Au 31 décembre 2023, près de 44 500 familles en demande de logement social sont enregistrées dans le SNE. L'augmentation du nombre de demandes est de 14 % sur l'année et de 61 % en 8 ans. L'accélération importante des trois dernières années risque de se poursuivre du fait de la faible production (mises en chantier) de logements locatifs sociaux neufs, malgré l'atteinte des objectifs de financement ou de programmation

(objectifs du PLOM 2019 à 2023), selon le Comité départemental de l'habitat et de l'hébergement.

De son côté, la Fondation Abbé Pierre Réunion a indiqué dans son rapport 2024 sur l'état du mal-logement à La Réunion en 2024, qu'avec seulement 6 200 attributions en 2022, moins d'1 demande sur 6 a été satisfaite contre 1 sur 3 en 2017 et "les délais d'attente ne cessent de s'allonger"

"Face aux tensions sur le logement social, l'enjeu de l'attribution des logements sociaux pour les ménages prioritaires est indispensable. Or fin 2023, près de 1 500 ménages prioritaires étaient encore en attente de relogement (dont 626 reconnus PU DALO)".



## CRISE CLIMATIQUE : PLUS DE 400 MILLIONS D'ÉLÈVES TOUCHÉS PAR LES FERMETURES D'ÉCOLES LIÉES AU CLIMAT DEPUIS 2022



D'après un nouveau rapport de la Banque mondiale publié ce 4 septembre, pas moins de 400 millions d'élèves dans le monde ont été privé d'école en raison de conditions météorologiques extrêmes depuis 2022. Le rapport estime également qu'un investissement ponctuel de 18,51 dollars par

enfant peut atténuer l'impact des chocs climatiques. La Réunion est particulièrement concernée par ce phénomène, en raison d'un calendrier scolaire inadapté.

Le rapport, « *Choisir notre avenir : Éducation pour l'action climatique* », montre que la crise climatique frappe le plus durement l'éducation dans les pays à faible revenu, avec 18 jours d'école perdus en moyenne chaque année, contre 2,4 jours dans les pays plus riches. En 2024, un enfant de 10 ans connaîtra trois fois plus d'inondations, cinq fois plus de sécheresses et 36 fois plus de vagues de chaleur au cours de sa vie qu'un enfant de 10 ans en 1970. Et même lorsque les écoles sont ouvertes, les élèves perdent des acquis à cause du climat. Au Brésil, les élèves de 50 % de municipalités les plus pauvres pourraient perdre la moitié de leur apprentissage à cause de la seule chaleur.

L'éducation n'est pas seulement menacée par le changement climatique : elle est largement négligée dans le financement climatique. Des analyses antérieures ont montré que seulement 1,5 % du financement climatique est consacré à l'éducation. Mais de nouvelles estimations du rapport montrent que pour 18,51 dollars par enfant, les écoles peuvent contribuer à mieux protéger l'apprentissage contre le changement climatique, notamment en améliorant la température des salles de classe, en construisant des infrastructures résilientes et en formant les enseignants.

« *La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses mesures peu coûteuses que les gouvernements peuvent prendre pour mettre l'éducation et l'apprentissage au service de l'action climatique tout en adaptant les systèmes éducatifs au changement climatique* », a déclaré Luis Benveniste, directeur mondial de l'éducation à la Banque mondiale. « *Améliorer les infrastructures scolaires, assurer la continuité de l'apprentissage et faire des élèves et des enseignants des agents efficaces du*

*changement positif peuvent tous contribuer à une planète plus vivable.* »

Les enquêtes présentées dans le rapport mettent en lumière le décalage entre l'empressement des jeunes des pays à revenu faible et intermédiaire à agir et le manque de connaissances et de compétences pour agir. Environ 65 % des jeunes de huit pays pensent que leur avenir est en jeu s'ils ne développent pas de compétences écologiques, mais 60 % pensent également qu'ils n'ont pas suffisamment appris sur le changement climatique à l'école.

Le rapport montre que chaque année d'éducation augmente la sensibilisation au climat de près de 9 %, sur la base de données provenant de 96 pays. Il soutient que l'éducation est essentielle pour combler ces lacunes en matière d'information, de compétences et de connaissances et pour stimuler l'action climatique dans le monde entier en remodelant les mentalités, les comportements, les compétences et l'innovation.

La demande de compétences vertes dépassant l'offre dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, le rapport brise les mythes courants. Par exemple, environ 73 % des jeunes de huit pays croient à tort qu'ils ne peuvent pas obtenir un emploi vert sans compétences en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM).

Mais de nouvelles données et analyses de la Banque mondiale montrent que les compétences vertes sont demandées à presque tous les niveaux de compétences et dans tous les secteurs dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Par exemple, 31 % des emplois verts aux Philippines sont des postes à compétences moyennes.



## Lo dévlopman andojène épi son raté dann bann tériroir loutremèr.

**Mézami, mon bann dalon, l'avé in foi in Prézidan La Républik téi apèl Sarkozy .Konm toute bann prézidan li la romarke l'avé kékshoz k'i klesh pa dann bann tériroir loutremèr- la pa la promyèr foi in prézidan i romarke néna késhoz i kol pa dann l'outremèr é i shanj tèl afèr, tèl ote zafèr san k'i aranz vréman lé shoz- donk Sarkozy la désside fé bann zétazénéro loutremèr épi li la tir son prop konklizyon é son konklizion pou lo dévlopman lété k'i falé in dévlopman andojène.**

Si zot i sava oir dsi Google , sète-la va ésplike azot kossa sa i vé dir é mi panss zot konm mwin nou va tonb dakor avèk so kalité dévlopman-la : In dévlopman bazé dsi bann rossours disponib dann landroi konm bann savoir épi bann savoir-fèr, bann zéspèryanss déza fé, la kiltir épi lo gouvernanss lokal. I tienbo konte la fasson demoune la roganiz zot vi dann zot landroi avèk louvèrtir k'i fo dsi léstèryèr.Arzoute avèk sa bann téchnik laprantissaz, bann zéspèryanss istorik, épi koman i konstrui in lékonomi lokal kapab tienbo lo bann bénéfiss.

Biensir mi panss nou lé dakor avèk sa sof ké dann gouvèrnman la nome in madam miniss loutremèr é èl la done konm poinnvizé la kapassité pou bann zantropriz franssé ramass lo pliss posib biznèss épi bénéfiss sir plass-san tienbo konte lékonomi lo tériroir loutremèr zistoman lo kontrèr d'lo dévlopman andojène.

Lo tan la passé.Sarkozy la pèrde zélékssion.Méssyé Hollande la vni apré épi lo Makron an kèstyon la kontinyé dévir lo do avèk lo dévlopman andojène, in révolission manké par in Prézidan d'droite dann lintéré bann tériroir loutremèr...

Astèr sak i oi pli klèr i gingn traka dovan noute lizolman épi sète toute bann tériroir par raporte landroi noute toute i viv é ni vé kontinyé viov tèrta.-avèk an pliss in dévlopman avorté

A bon antandèer salu !

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433